

## **Algérie : alerte à la bombe démographique !**

Par Guillaume ALMERAS, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Selon les prévisions des Nations Unies, la population des régions sud et est de la Méditerranée devrait s'accroître de 38 % pour représenter environ 352 millions d'individus en 2030. Cependant, compte tenu de la transition démographique - tous les pays de la région semblent en effet connaître un alignement progressif de leurs taux de fécondité autour de 2 enfants par femme, assurant seulement un peu plus que le renouvellement des générations - cet accroissement devrait s'accompagner de phénomènes de tassement. Ainsi, dans certains pays, comme l'Algérie, les moins de trente ans représentent aujourd'hui près des deux tiers de la population. La part des jeunes de 15 à 24 ans a toutefois atteint un pic de 22 % en 2005 et devrait décliner régulièrement à présent, pour ne plus représenter que 15 % en 2040. Corrélativement, la proportion des moins de 15 ans devrait baisser également à 27 % de la population totale, contre 32 % en 2005.

C'est donc la tranche d'âge des 25-64 ans qui est amenée à augmenter dans les années qui viennent, pour passer de 38 % en 2000 à plus de 50 % en 2030. La part la plus productive de la population, en d'autres termes, va dominer dans la région dans les 20 prochaines années, ce qui paraît susceptible d'enclencher un phénomène « d'aubaine démographique », favorisant l'émergence de classes moyennes, tenant au fait que des actifs jeunes - l'âge médian dans les pays méditerranéens sera aux alentours de 30 ans en 2020 (29 ans au Maroc, 30 ans en Algérie, 31 ans en Turquie) – auront moins d'enfants qu'aujourd'hui et encore peu de retraités à charge. Ceci, à condition que ces actifs aient un emploi ; point que cette prévision prometteuse a eu trop tendance à faire oublier.

Les pays du sud et de l'est de la Méditerranée connaissent l'une des plus fortes poussées de population active au monde. Leurs tranches d'âges actives augmentent de 3,7 millions de personnes chaque année. Et cette évolution, bien entendu, se traduit par une hausse de la demande d'emplois nouveaux : 55 millions d'entrées nettes sont prévues sur le marché du travail entre 2005 et 2020 et 24 millions entre 2020 et 2030. A taux d'emploi et taux d'activité constants, cela correspond à 22 millions d'emplois à créer d'ici 2020 dans le Bassin méditerranéen. Une perspective inquiétante alors qu'aujourd'hui certains parmi ces pays enregistrent les taux de chômage les plus élevés au monde et surtout les taux d'activité les plus faibles, en particulier des femmes et des jeunes. Au Maroc, les femmes ne représentent que 27,6 % de la population active. Leur taux d'activité est de 38,8 % en milieu rural et de seulement 20,5 % en milieu urbain. Pour la région MENA, le taux d'emploi de la population en âge de travailler est, à 47 %, le plus bas du monde.

Plus inquiétant encore, dans plusieurs pays de la région, le chômage paraît assez imperméable à la croissance : malgré un taux de croissance annuelle de 5,9 % en moyenne de 1996 à 1999 et de 5 % depuis 2000, la Tunisie connaissait un taux de chômage de 14 % en 2008. La part des jeunes et particulièrement des jeunes diplômés dans la population au chômage dépasse les 50 % dans la plupart des pays de la région. Cette très forte proportion est essentiellement due à la difficulté de trouver un premier emploi, qui s'explique notamment par la faiblesse de l'emploi privé formel.

Autant dire qu'en fait « d'aubaine démographique », les générations entrant aujourd'hui dans la vie active risquent plutôt de connaître tout à la fois le chômage de masse, une vive inflation, frappant notamment les produits de base, la spéculation immobilière sous l'effet de l'exode rural en particulier, ainsi qu'un renchérissement considérable des coûts de formation de leurs enfants, pour affronter enfin, le temps de la cessation d'activité venu, des retraites moins assurées, du fait de la diminution proportionnelle du nombre d'actifs à cet horizon. Compte tenu de tels éléments, nous écrivions en 2008 dans *Méditerranée 2030*, un exercice prospectif publié par l'IPeMed, qu'en fait « d'aubaine », ainsi, mieux vaudrait parler de « bombe démographique », puisque « si le pire peut arriver en la matière, si les déterminants démographiques peuvent se révéler explosifs, ce sera dans les vingt prochaines années et cela se passera assez probablement autour de la Méditerranée ! ». Aujourd'hui, cette prévision se précise : si une telle bombe explose, en effet, cela pourrait bien se produire en Algérie, le pays de la région le plus dépendant de l'extérieur, qui n'exporte quasiment que des hydrocarbures et qui dépend des importations pour 50% de sa consommation alimentaire et 60 % de sa consommation sanitaire. Un pays dont certains estiment que 80 % des importations sont incompressibles et dont toute l'économie repose ainsi sur le prix du baril de pétrole.

\*

Augmenter tout à la fois les taux d'activité, féminin en particulier, et diminuer par deux les taux de chômage actuels dans la région imposerait une croissance annuelle de plus de 8 % en moyenne pendant 15 ans. Sur la rive sud de la Méditerranée, l'Algérie était, du fait du renchérissement du prix des hydrocarbures, le pays le mieux placé pour créer les conditions d'un tel développement économique ces dernières années. Mais il n'en a rien été. Le taux de la population active au chômage est passé de 9,6% à 10,6% de 2013 à 2014. Pour équilibrer son budget, le pays a besoin d'un baril à près de 130 \$. Celui-ci, actuellement, est tombé en dessous de 50 \$.

Le gouvernement algérien n'en paraît pas autrement inquiet. A l'abri des réserves de change accumulées, il estime pouvoir laisser passer l'orage et attendre un retour à meilleure fortune. Certes, alors que 60 % du budget de l'Etat repose sur la fiscalité pétrolière, l'Algérie a été obligée de demander, sans succès, à l'Opep de réduire la production. Et certes, l'impact désastreux sur la situation du pays du contre-choc pétrolier de 1985 est dans toutes les têtes. Mais la situation actuelle paraît bien plus favorable : peu d'endettement, un déficit public maîtrisé. Le gouvernement a donc engagé les mêmes mesures qui avaient été prises alors : gel des investissements publics et des recrutements de fonctionnaires, limitation de quelques importations. En revanche, les nombreuses subventions dont bénéficient les Algériens n'ont guère été touchées.

Mêmes mesures, mêmes erreurs, disent certains, comme le groupe de réflexion NABNI, dont les contre-propositions (développer la production nationale par rapport aux importations, libérer l'initiative privée, mettre à niveau les entreprises publiques) frappent également par leur caractère très général et quelque peu irréaliste, car tout cela, qui aurait dû être engagé il y a dix ans, supposerait une révolution des mentalités, prendrait du temps et coûterait cher.

Personne, ainsi, ne semble vraiment se rendre compte du caractère inédit de la situation. Sauf à ce que le prix du baril repasse au dessus des 100 \$ (et même encore) une

démographie galopante va, en Algérie, rencontrer une croissance largement insuffisante. La paix sociale, aujourd'hui achetée par de larges subventions, va coûter de plus en plus cher, avec des ressources de plus en plus réduites.

L'Etat providence algérien coûte au bas mot 50 milliards \$ par an, un tiers du PIB. Les importations représentent 60 milliards \$ et elles ne peuvent être fortement réduites sans que la population n'en pâtisse durement. Dans ces conditions, les réserves de change seront épuisées dans quelques années. Or le million de naissances annuelles sera prochainement atteint, pour la première fois. Dans dix ans, la population algérienne dépassera les 50 millions d'habitants, dont 70% seront en âge de travailler. Or, dans ces conditions, tous les composants d'une déflagration démographique, se traduisant par une exaspération sociale de forte intensité, ne sont pas en train de prendre forme. Ils sont déjà en place ! Chômage de masse, forte inflation rognant la consommation (qui bénéficie aujourd'hui de la baisse de l'euro et qui profite artificiellement d'un dinar surévalué de 20%, selon le FMI), spéculation immobilière atteignant déjà des records dans certains endroits, tensions sur les retraites (en 1988, 8 travailleurs cotisaient pour un retraité, contre 2,5 aujourd'hui).

Il est très difficile de prédire les effets concrets d'une bombe démographique de ce type. Mais l'on peut croire qu'ils seraient profonds. Il est encore plus difficile de se prononcer sur une date de mise à feu mais, dans la situation actuelle de l'Algérie, sauf à compter sur un retournement spectaculaire et durable des prix du pétrole, le compte à rebours semble bien enclenché.

Guillaume ALMERAS  
Consultant indépendant,  
associé au groupe d'analyse de JFC Conseil